Extrait du Association pour l'Économie Distributive

http://www.economiedistributive.fr/Quand-l-Etat-devient-voleur

Quand l'Etat devient voleur

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1987 - N° 852 - janvier 1987 -

Date de mise en ligne : jeudi 23 juillet 2009

Date de parution : janvier 1987

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Une nouvelle loi vient d'Ãªtre votÃ©e la collectivisation des maisons individuelles. Le « gouvernement de la privatisation », devant le coût prohibitif que reprÃ©sente la mauvaise gestion des maisons individuelles par leurs propriÃ©taires, tant au niveau de leur entretien et de leur utilisation, que des Ã©conomies d'Ã©nergie, a dÃ©cidÃ© que

1) ces maisons seront vendues Ã des groupes financiers spÃ©cialistes de la gestion immobiliÃ¨re... et le produit de la vente reviendra Ã l'Ã‰tat qui s'en servira pour construire de nouvelles maisons...

2) les propriÃ©taires des maisons vendues en garderont l'usufruit jusqu'Ã leur mort et pourront bien sûr rester dans leurs murs. Ils pourront Ã©galement conserver une partie du capital (le pourcentage Ã©tant Ã dÃ©finir)...

A l'annonce de cette nouvelle loi, j'entends dÃ©jÃ le soulÃ¨vement de tous les propriÃ©taires et de tous les autres, qui crient au scandale : « on nous prend nos biens... » ; « c'est une atteinte Ã la libertÃ©... » ; « et le droit de propriÃ©tÃ© ?... » etc...

Rassurez-vous, cette loi n'a pas Ã©tÃ© votÃ©e et elle n'existera sans doute jamais. Quoique ?...

Pourtant, c'est bien ce qui se passe actuellement avec la privatisation de TF1 et personne ne proteste. Ou si peu. Ou si mal.

Il est vrai qu'il s'agit ici de la propriÃ©tÃ© d'un bien collectif et que nous ne sommes pas trÃ¨s Ã©duquÃ©s sur cette notion juridique. Alors « on » en profite...

Car, enfin, voilÃ des annÃ©es que les FranÃ§ais versent leur redevance TV, qui a contribuÃ© pour une bonne part Ã constituer le patrimoine de TF1, avec son potentiel et ses moyens techniques, tel que nous le connaissons aujourd'hui. Il me semble donc que c'est notre patrimoine culturel Ã tous, citoyens et citoyennes de la nation France ?

Et subitement, un gouvernement parce qu'il a Ã©tÃ© Ã©lu au suffrage universel pour faire du« libÃ©ralisme » (et on ne sait plus vraiment ce qui se cache derriÃ¨re ce mot) s'arroge de tous les droits en dÃ©cidant de vendre une chaÃ®ne de tÃ©lÃ©vision nous appartenant, Ã on ne sait qui ! Au moins, faudrait-il nous demander si nous sommes d'accord pour vendre ?

On nous dit que la qualitÃ© des programmes de TF1 est mÃ©diocre : admettons, mon propos n'est pas de dÃ©fendre TF1... Mais on proclame que la privatisation et la concurrence vont amÃ©liorer la qualitÃ© des programmes. C'est discutable, car si nous regardons autour de nous, bon nombre de chaÃ®nes « commerciales » sont sinistres... Alors privatisation - meilleure qualitÃ© ??? A voir !

La cinquiÃ¨me chaÃ®ne, que tout le monde condamne, ne diffuse-t-elle pas des secondes sÃ©ries qualifiÃ©es de mÃ©diocres Ã juste raison ? Secondes sÃ©ries qui proviennent toutes droites de « chaÃ®nes privÃ©es Ã caractÃ¨re commercial ». Je crois qu'il est bon de le rappeler !.

On met Ã©galement en avant la non-rentabilitÃ© de TF1, Je ne savais pas que le rÃ´le prioritaire de la culture et de la communication devait Ãªtre la rentabilitÃ© financiÃ¨re ? Il est vrai que de nos jours, tout doit Ãªtre rentable. Que ce soit au dÃ©triment de l'Ãªtre humain ou pas, on s'en moque ! C'est la rÃ¨gle du jeu !... De quoi attraper une indigestion de cette rentabilitÃ© !

« Privatiser TF1, c'est enfin supprimer la main-mise de l'Etat sur la libertÃ© des journalistes... c'est un pas vers la libertÃ© de l'audiovisuel... » Mais remplacer l'ingÃ©rence de l'Etat, certes condamnable, par la dÃ©pendance du pouvoir financier du futur groupe majoritaire acquÃ©reur, ce n'est pas un pas vers la libertÃ© ! Ces grandes puissances financiÃ¨res ne sont-elles pas, elles aussi, des monopoles ? et de quels moyens disposons-nous pour les contrÃ´ler ? C'est remplacer le fouet par le bÃ¢ton...

Si tout le monde trouve que la tÃ©lÃ©vision franÃ§aise n'est plus satisfaisante, alors au nom de la dÃ©mocratie et de la libertÃ©, organisons un rÃ©fÃ©rendum pour demander l'avis aux personnes concernÃ©es les FranÃ§ais. Et nous verrons bien ce qu'ils en pensent ? Comment voientils leur future tÃ©lÃ©vision ? Qu'en attendent-ils ?

A la suite de ce rÃ©fÃ©rendum, on pourrait mettre sur pied une nouvelle organisation juridique de l'audiovisuel permettant aux FranÃ§ais d'Ãªtre co-responsables et d'avoir un droit de regard sur leur tÃ©lÃ©vision (par une consultation rÃ©guliÃ¨re avec un vote des tÃ©lÃ©spectateurs... chose facile aujourd'hui avec les moyens informatiques et tÃ©lÃ©matiques). Ce serait enfin donner les vrais moyens aux crÃ©ateurs et Ã tous ceux qui ont des idÃ©es, de rÃ©aliser des Ã©missions...

Puisqu'il paraÃ®t que la privatisation est la solution miracle Ã tous les problÃ¨mes, je propose la privatisation

Copyright © Association pour l'Économie Distributive

du gouvernement, peut-Ãªtre que les affaires marcheront mieux ? Qu'en dites-vous, chers ministres ?
Admettons que nous vendions TF1. Lorsqu'un propriÃ©taire cÃ¨de sa maison, le montant de la vente ne lui revient-il pas ? Or, Ã qui va la coquette somme de la « braderie » de TF1 ? A l'Etat bien sûr ! « L'Etat c'est vous et moi », vous dira-t-on ! Je rÃ©ponds que c'est une tromperie ! OÃ¹ va l'argent en question ? Dans les caisses noires de l'Etat ? dans les campagnes Ã©lectorales ? dans l'armement ?
On aura payÃ© TF1 deux fois : une premiÃ¨re fois avec la redevance TV ; une seconde fois, par l'intermÃ©diaire du groupe acquÃ©reur puisque la contrepartie de l'argent qui servira Ã acheter TF1 sera d'une faÃ§on ou d'une autre « financÃ©e » par celui qui est au bout de la chaÃ®ne du circuit Ã©conomique : le consommateur ! (avec la publicitÃ©, la vente des produits du groupe, les taxes, les subventions...) et sans oublier l'actionnariat populaire (40% du capital de TF1).
Dans le cas prÃ©sent, le libÃ©ralisme revient Ã payer un bien deux fois sans en Ãªtre pour autant le propriÃ©taire. DrÃ´le de notion de libertÃ© !
J'affirme que nous assistons Ã un vol manifeste et lÃ©galisÃ©. Un de plus... Il faut dire que les conditions sont rÃ©unies :
- une constitution qui permet au pouvoir public (l'Etat) de faire ce qu'il veut, une fois Ã©lu...
- une arme : la monnaie bancaire qui rend possible toutes les « combinaisons », aidÃ©e par la comptabilitÃ© et ses « magouilles »...
Et voilÃ comment l'Etat est dÃ©viÃ© de son rÃ´le originel pour devenir un « despote » qui dÃ©cide Ã notre place, sans nous demander notre avis comme une machine Ã Ã©craser le peuple !
Il est vrai que la notion d'EtatNation constituant et reprÃ©sentant le peuple pour son bien et pour le dÃ©fendre est dÃ©jÃ bien loin... BientÃ´t le bi-centenaire...
On sait maintenant que l'Etat (et ses institutions) sous la forme que nous lui connaissons est un « tyran » qui profite du peuple avec la bonne conscience d'avoir Ã©tÃ© Ã©lu par lui.
Cela fait longtemps qu'on ne tient plus compte de nos choix et qu'« ils » agissent Ã leur guise. Pour s'en persuader, il n'y a qu'Ã regarder les sondages d'opinion et les pÃ©titions montrant nettement que les FranÃ§ais sont hostiles Ã la privatisation de TF1, ce qui n'empÃªche pas le gouvernement de continuer, malgrÃ© tout, Ã voter « ses lois ».
Rien de plus facile, puisque, Ã©lu pour une durÃ©e dÃ©terminÃ©e, plus aucune sanction, contrÃ´le, rÃ©vocation... rien n'est prÃ©vu durant l'exÃ©cution de leur mandat ! Nous n'avons aucun moyen de changer le cours des choses si nous les jugeons nÃ©fastes. Il faut attendre les prochaines Ã©chÃ©ances Ã©lectorales. En attendant « serre les dents et taistoi ! ». DrÃ´le de dÃ©mocratie quand l'Etat devient dictateur et voleur, mais qu'il est le digne reprÃ©sentant de son peuple, agissant en son nom puisque Ã©lu par lui ! (ou par une partie du moins : 51 contre 49).
Entre les Ã©tats devenus dÃ©mocratiquement dictateurs et les grandes puissances financiÃ¨res tyranniques (banques, trusts, multinationales...), on se demande vraiment oÃ¹ sont nos droits et notre condition de citoyen ?
Nous ne sommes, citoyenne et citoyen, qu'un bulletin de vote et un billet de banque ! rien d'autre !
Alors, Ã quand cette nouvelle civilisation que nous avons Ã construire, tous ensemble, oÃ¹ le gouvernement des hommes sera remplacÃ© par l'administration des choses, oÃ¹ l'Ãªtre aura la prioritÃ© sur l'avoir, oÃ¹ les reprÃ©sentants du peuple ne seront que des mandataires rÃ©vocables sous notre entier contrÃ´le, oÃ¹ nos aspirations et nos choix seront respectÃ©s pour la libertÃ© de chacun dans la solidaritÃ© de tous ?
Quand nous saurons, en adultes, nous sortir de cette enfance intellectuelle qui nous limite Ã ne chercher la solution qu'entre deux modÃ¨les : le capitalisme devenu « libÃ©ralisme » et le communisme devenu capitalisme totalitaire d'Etat, deux modÃ¨les qui n'en sont qu'un d'ailleurs l'Ã©conomie de marchÃ© (marchÃ©s privÃ©s et marchÃ©s d'Ã©tat). Quand le dictat de l'Ã©conomie marchande, par sa monnaie bancaire et sa rÃ¨gle du jeu caduque, aura laissÃ© la place Ã une Ã©conomie nouvelle au service de l'homme, basÃ©e sur un nouveau moyen d'obtention des richesses oÃ¹ chacun prendra la place qui lui revient au nom du droit Ã la vie ; et qui permettra de supplanter ce dÃ©sir maladif de vouloir possÃ©der toujours plus d'objets grÃ¢ce Ã cet argent-roi.
Il sera alors question de vraies valeurs humaines telles que la crÃ©ativitÃ©, la connaissance, la communication, le don de soi-mÃªme, l'amour... le travail deviendra prestation de service et laissera la place

Copyright © Association pour l'Économie Distributive

aux loisirs. Le gratuit prendra le pas sur le payant. Un rÃªve ? Venez donc rÃªver avec nous et vous verrez que l'utopie, c'est de croire que c'est utopique !...

Copyright © Association pour l'Économie Distributive